

« Démocratie et Service public » :

Listes soutenues par le SNESup – FSU et SUD éducation

Cette profession de foi trace les grandes lignes d'un programme d'action pour les prochaines années à l'Université de Brest que nous défendrons dans toutes les instances où nos élu.e.s siègeront. Cette profession de foi s'appuie sur l'expérience et le travail entamés depuis de nombreuses années par les élu.e.s SNESUP-FSU et SUD éducation dans les conseils centraux et comités, et donc sur leurs prises de position dans ceux-ci. En particulier, une grande attention est et sera apportée sur les questions cruciales touchant aux ressources humaines et aux conditions de travail. Cette profession de foi s'appuie sur des échanges constants avec les collègues et des étudiant.e.s, en tous lieux et circonstances, pour une collégialité retrouvée.

QUALITÉ DE LA FORMATION AVANT TOUT

Remettre la formation au cœur des objectifs de l'université :

1. En garantissant une offre de service public digne pour tous les lycéen.nes et étudiant.es :

- L'application du PARI a induit une diminution de 8,3% du volume horaire des UE ; elle pénalise tous les étudiants et, en particulier, élargit le fossé entre les bons et les moins bons d'entre eux. Nous proposons d'**augmenter le taux horaire par ECTS des diplômes de licences et masters**. Cela permettra par exemple de revenir à 12 semaines de cours par semestre pour éviter ainsi la concentration des cours sur 11 semaines (là où le PARI s'est traduit par la suppression d'une semaine sur les 12) et aux volumes horaires avant application du PARI (cadre national des diplômes).
- Réfléchir à une **gestion des outils Parcoursup et MonMaster qui soit respectueuse des candidat.e.s**, en particulier de celles et ceux issu.es du bassin naturel de recrutement de l'Université de Brest et des étudiant.es, qui doivent pouvoir être accueilli.es à l'université pour faire leurs études supérieures près de chez eux.
- Garantir que la **totalité des enseignements prévus** dans les maquettes de formation soient assurés (pas de neutralisation d'enseignements) par des collègues qualifiés et formés, le cas échéant titulaires des concours de la fonction publique.
- En mettant l'accent sur la **formation des enseignant.es** : renforcer la formation initiale disciplinaire fondamentale dans les licences de l'université et soutenir la formation en alternance au sein de l'INSPE, composante de l'université ; recréer des parcours Professorat des Écoles en Licence, pluridisciplinaires et exigeants, autour des disciplines enseignées à l'école.

Ces conditions d'accueil et de garantie du niveau des diplômes délivrés seront la meilleure façon de **lutter contre le développement de formations privées d'enseignement supérieur** : UCO et autres.

2. En ayant une politique massive de recrutement de fonctionnaires et un soutien indéfectible à tous les personnels – quel que soit leur statut, quelle que soit leur fonction, fonctionnaires ou contractuels, enseignants ou BIATSS :

- **Recrutement sur concours** à tous les endroits où les conditions de travail ne permettent pas de mener à bien les enseignements et leur gestion administrative de manière satisfaisante.
- Fin de la politique de recrutement de nouveaux contractuels pour des postes (enseignant.es, BIATSS) correspondant à des besoins pérennes. Retour à un fonctionnement de recrutement de fonctionnaires (enseignant.es, BIATSS). Revalorisation **des primes des contractuels** à hauteur de celles des fonctionnaires.
- Augmentation du nombre de **financements doctoraux d'état** ; accès à la charge complémentaire d'enseignement tout au long de la thèse.

3. En recentrant la communication de l'université sur la formation et sur la science :

- Cesser de multiplier les injonctions de toute sorte à moyens constants (pratiques pédagogiques « innovantes », suivi personnalisé, contrat pédagogique, politique prétendument inclusive...) et se donner les moyens humains et financiers d'une université ouverte à tou.te.s pour une formation initiale et tout au long de la vie : mettre en place des cycles de cours publics, ouvrir les portes aux étudiant.e.s étranger.e.s, rendre *réellement* accessible l'université aux étudiant.e.s en situation de handicap.
- Promouvoir les actions de formation et de recherche affranchies des classements internationaux, hors les semaines d'intégration ou jeux de piste...
- La communication externe doit être transparente et honnête, sans propagande ni misérabilisme.

UNE RECHERCHE PUBLIQUE FORTE

1. Renforcement du financement public de la recherche :

- Renforcer la **dotation publique de la recherche** pour permettre à chacun de développer une recherche de qualité sans devoir répondre à des contingences administratives extérieures ; **garantir les libertés académiques**.
- **Négliger les classements internationaux** comme celui de Shanghai ou du Times qui conduisent à invisibiliser bien des problématiques et champs de recherche, voire tendent à faire de l'Université de Brest une université monovalente (Mer).
- Lutter contre une déconnexion de plus en plus importante entre une logique « d'excellence » et la réalité du terrain, avec dégradation toujours plus importante des **conditions de travail de la majorité des chercheurs**.
- Veiller à la mise en place d'une **charte des chercheurs contractuels** pour homogénéiser les statuts des post-doctorants entre les laboratoires et tutelles.

2. Promouvoir et privilégier les financements pérennes de la recherche :

- **Limiter les Appels à Projets (AAP)** internes (fondation, SEA-EU, Instituts...) en redistribuant les moyens sous forme pérenne aux départements, laboratoires, UFR pour que chacun.e ait accès aux moyens de faire sa recherche sereinement. **Mettre un terme aux injonctions constantes à la recherche de subventions**.
- **Évaluer à sa juste valeur** la portée des succès d'obtention de financements.

3. Restaurer la place des ALL-SHS à l'Université de Brest :

- Réfléchir collectivement à un **véritable projet scientifique ALL-SHS** pour l'Université de Brest pour que les LSH ne soient pas une coloration à donner à la recherche des autres axes.

GOUVERNANCE : DÉMOCRATIE UNIVERSITAIRE

1. Au sein de l'EPE :

L'Université de Brest est pluridisciplinaire, avec de nombreuses composantes, sur de nombreux sites géographiques : maintenir sa cohérence, renforcer son fonctionnement démocratique et assurer le développement de chacune de ses composantes est un défi permanent qu'il nous faut relever. La regrettable mutation de l'UBO en un EPE qui contourne le Code de l'éducation ne peut que nous éloigner de ce but. **Mais l'Université de Brest doit rester une université, si ce n'est sur le papier, dans l'esprit** ; elle doit se recentrer autour de ses missions fondamentales et trouver les moyens de rester maîtresse de son destin. Elle doit enfin se préparer à sa sortie d'expérimentation dans 3 ans pour préserver ce qui fait son identité.

2. Pour un vrai fonctionnement démocratique :

- Agir sur le **fonctionnement des conseils / commissions de l'Université de Brest** pour que de vrais débats y aient lieu.
- Exercer notre vigilance quant au **rôle des bureaux et conseils de travail** (CA, CR, CFVU) : force de proposition, préparation des séances pour permettre aux conseils de rendre des avis éclairés.
- **Réduire le pouvoir du CDC** et son opacité ; si possible en démocratiser le fonctionnement (composition, compte rendus officiels de réunions).

3. Vie institutionnelle :

- Une **politique RH humaine et transparente** débattue dans les instances représentatives (CSA, CA, CFVU et CR) et définie par elles chacune dans sa compétence.
- Prêter attention à la représentation à égalité des hommes et des femmes dans toutes les instances décisionnelles de l'EPE.
- S'interroger sur la place des Instituts (IBNM, IBSAM, IBSHS, IUEM) et leur poids au sein de l'établissement.
- Repenser les **instances de lutte contre les violences** à l'université et mener une réflexion et des actions pour une bienveillance des agent.e.s et des usager.e.s de l'université : avant de prétendre les guérir, *prévenir* les maltraitances systémiques.
- Exiger la diffusion à spectre large de **comptes rendus d'activité** des chargé.e.s de missions (UFR / Université).

PORTER UN PROJET DE SOBRIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE AMBITIEUX

1. Pour un traitement universitaire des enseignements sur le développement durable et les transitions

- Recruter des **enseignants-chercheurs dont le domaine de recherche** est directement en lien avec les questions de transition écologique et sociale, car l'importance de ces sujets mérite des enseignements de niveau universitaire et des approches variées dans toutes les filières. Ne pas se contenter d'opérations de communication gérées par des prestataires hors université.
- Prendre le temps de **réfléchir collectivement** à ces sujets d'un enjeu primordial.
- 2. Pour une implication de toutes et tous :
 - Accompagner et donner des moyens aux comités locaux DDRS pour que les usagers et personnels volontaires puissent mener des actions concrètes. Permettre à chacune et chacun de se former sur ces thématiques,
 - Faciliter la démarche de Bilan Carbone des laboratoires et partager les résultats entre composantes.
- 3. Transports et achats responsables
 - Doter l'Université de Brest d'un **schéma de promotion des achats publics** socialement et écologiquement responsables (SPASER).
 - Encourager une **politique de transport raisonné** avec, entre autres, la mise en œuvre d'une offre de covoiturage et le développement d'une politique de diminution de l'avion.

Votez et faites voter pour les listes « Démocratie et Service public »